

# AFRIQUE ET CRISE FINANCIÈRE : POUR UNE LECTURE ALTERNATIVE

---

EDDIE TAMBWE

« LA CRISE ACTUELLE présente pour le développement de l'Afrique le plus grand danger jamais encouru<sup>1</sup> » : les mots sont du président tanzanien, Jakaya Kikwete. Mais il ne fallait pas être grand clerc, à l'enclenchement – été 2007, aux États-Unis – de la crise financière actuelle, pour formuler l'hypothèse de la récession des économies africaines – qui demeurent, on le sait, structurellement arrimées au système occidental. Plusieurs études ont été publiées, depuis. Des discours politiques tenus, en divers sens, dans divers cadres. Des travaux scientifiques, des rapports d'experts ont été produits pour analyser les effets de la crise en Afrique.

Toutes les études montrent à quel point la crise financière affecte la crois-

sance des économies africaines, du fait de leur dépendance aux exportations. Des expertises<sup>2</sup> confirment la tendance en soulignant que les économies africaines devraient être, en outre, touchées de plein fouet par les effets de la crise commerciale mondiale et la baisse des prix du pétrole. Selon le FMI, la plupart des pays africains devront maintenir un régime de rigueur strict pour préserver des résultats difficilement acquis par les réformes économiques, d'autant plus que la crise financière est survenue au moment où l'Afrique se fixait comme date limite l'année 2015 pour réduire considérablement la pauvreté !

---

<sup>1</sup> Propos tenus à la Conférence sur le développement africain, organisée les 10 et 11 mars 2009, à Dar es-Salaam.

---

<sup>2</sup> Sur le sujet, on lira, avec fruit, le dernier rapport de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), intitulé *Perspectives économiques mondiales 2009*, 2009.

Autres effets néfastes : si les pays africains sont déjà confrontés à certaines restrictions pour accéder aux financements extérieurs, on pourrait logiquement prévoir que l'argent transféré par les Africains vivant dans les pays occidentaux sera revu sensiblement à la baisse. Pour toutes ces raisons, d'ordre technique, il est à craindre que les États africains ne puissent, dans un élan politique commun, élaborer un plan cohérent et global de relance afin de faire face à la crise. On se rappelle, ici, la volonté politique des pays occidentaux, qui ont réussi, bon an mal an, à mettre en place des stratégies communes pour sauver, par exemple, le secteur bancaire du risque de la faillite.

Si les études produites jusqu'à ce jour sont indéniablement d'une belle information sur la situation africaine, force serait de reconnaître que la plupart d'entre elles procèdent d'une pensée occidentale classique. Il convenait d'ouvrir d'autres perspectives. Il convenait de poser des regards différents, d'encourager des lectures alternatives de la crise actuelle, en promouvant des études originales produites par des chercheurs africains eux-mêmes. La posture correspond à la vocation première de la revue scientifique *Dounia*, qui ouvre, à l'occasion de ce deuxième numéro, un nouvel espace de débat et d'échange en vue d'exposer la pensée africaine.

Les articles sélectionnés, dans ce numéro, tentent, à leur manière, de poser des conditions nouvelles dans l'objectivation de la crise actuelle en ce qui concerne l'Afrique. Le numéro s'ouvre sur une analyse générale de Henri Mova Sakanyi qui nous plonge directement dans la complexité : le propre, on l'oublie parfois, de la recherche scientifique. Pour lui, loin d'être simplement « finan-

cière et économique », la crise actuelle est d'essence « systémique ». Donc, globale, structurelle, symbolique et substantielle. Henri Mova Sakanyi s'attaque ainsi à un vieux topique de la pensée occidentale – occidentaliste ? – tendant, traditionnellement, à sectoriser les problématiques.

Se référant à plusieurs thèses ambiantes qui se disputent l'élucidation du phénomène de la crise, ce spécialiste des relations internationales nous démontre que la crise actuelle n'est que l'épiphénomène d'une crise plus profonde. Crise du modèle occidental, aujourd'hui remis en question à la suite de l'émergence d'autres paradigmes, à la suite de l'apparition d'autres pôles économiques, à la suite de la revalorisation d'autres rationalités. Henri Mova Sakanyi pose, presque en postulat, que la compréhension de la crise actuelle n'est possible que dans la prise en compte de la complexité née, au fond, de la « fin » – au sens hégélien – du logiciel occidental.

Après cette analyse générale, d'essence épistémologique, les pages de la revue proposent une perspective « pédagogique et informative » (*sic*) de Déogratias Bugandwa Mungu Akonkwa. Ce dernier revient, lui, avec force détails, sur les causes de la crise financière actuelle en expliquant comment celle-ci est devenue économique. L'article montre les manifestations de la crise dans notre continent et en RDC, avant de finir par « quelques mesures tant nationales qu'internationales susceptibles d'aider les États à faire face à la crise économique ».

André Nyembwe Musungaie s'inscrit dans la même perspective, mais en objectivant de manière spécifique « le cas RDC ». L'économiste commence par rappeler que ce pays a – évidemment – subi les effets classiques de la crise ac-

tuelle, à l'instar d'ailleurs des autres pays de l'Afrique subsaharienne. Mais son propos s'évertue, c'est le mérite de l'article, à dégager « les particularités de la crise » en RDC, entité arborant une situation économique générale on ne peut plus spécifique. Pays postconflit, même si certains pans du territoire constituent encore des zones d'insécurité, la RDC était déjà confrontée à de multiples défis procédant, pour aller vite à l'essentiel et faire court, de la réforme structurelle de son économie et du lancement de l'ambitieux programme dit des « 5 chantiers ». Cet article qui pose le contexte général de la RDC est prolongé par la réflexion de Placide M'Banga Tshibaka qui s'interroge sur les « possibles voies de sortie » pour la RDC. Le politologue commence par inventorier les richesses du pays (minières, agricoles, humaines, etc.), avant d'analyser les politiques économiques conduites par le gouvernement congolais, qu'il pose dans l'optique globale des rapports du pays avec les institutions internationales.

Moïse Lumande Mwaly, poursuivant l'analyse de la situation congolaise, a choisi, lui, d'axer son propos sur les conséquences de la crise financière internationale dans le secteur minier de la République démocratique du Congo. Le choix du géologue n'est pas innocent : en tout temps, et malgré son caractère extraverti, l'industrie extractive congolaise a constitué le principal moteur de l'économie nationale. La RDC devrait, soutient le géologue, revoir toute la base de sa politique économique à l'aune de la crise actuelle.

Une autre analyse factuelle – sur la RDC – est commise par l'essayiste politique Jean-Pierre Kambila qui s'attaque à une question d'actualité : celle concer-

nant les « 5 chantiers », « programme conçu avant l'avènement de la crise financière ». Ce programme – né dans une période d'optimisme, donc dans une certaine euphorie – peut-il être réalisé comme prévu ? Jean-Pierre Kambila apporte des éclairages nouveaux, dans la polémique.

Le texte de Nisse Nzereka Mughendi permet la transition vers l'Afrique. Son analyse part d'un constat : alors que la crise atteignait des proportions inquiétantes, les pays des Grands Lacs, poussés par la Communauté internationale, accéléreraient la relance de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL). Bien renseigné sur les enjeux de la zone tumultueuse des Grands Lacs, le chercheur s'interroge sur l'opportunité, la nécessité et surtout l'urgence d'une telle décision, politique, au regard des paramètres économiques objectifs en ces temps de crise.

Après l'analyse de Nisse Nzereka Mughendi, nous quitterons la région des Grands Lacs pour poser une interrogation générale sur les pays de l'Afrique subsaharienne. Avec d'abord un texte signé par André Nyembwe Musungaie et Honoré Mbantshi Mingashanga. Les deux économistes se proposent d'analyser, en premier lieu, les éléments à la base de la vulnérabilité du secteur réel des économies africaines. Ils essaient ensuite de saisir les mécanismes de propagation de la crise financière internationale et mondiale sur ces économies. Ce que fait également Edgar Makunza Keke qui prône, *in fine*, « une action pour la survie » dans les pays africains après la crise financière. Pour ce professeur de finances, l'Afrique doit encore, aujourd'hui plus qu'hier, mieux s'organiser en utilisant toutes ses ressources humaines et maté-

rielles pour faire face à cette crise financière et économique systémique.

Grégoire Ngalamulume Tshiebue constate que l'Afrique subsaharienne et les autres pays pauvres subissent une nouvelle fois les effets néfastes de leur dépendance structurelle aux économies occidentales. Victimes du modèle et de choix de développement peu responsables et inadéquats imposés par les pays riches et par leurs institutions et systèmes financiers, les pays d'Afrique subsaharienne devraient apprendre à compter sur leurs propres forces pour consolider leurs économies et parvenir à un niveau acceptable de satisfaction de leurs besoins de base par leurs propres moyens. Pour ce faire, selon l'auteur, des efforts particuliers devraient être concentrés sur le plan de la gouvernance avec des objectifs ciblés sur la lutte contre la corruption, contre le détournement des deniers publics, contre la fraude fiscale et sociale, la fuite des capitaux, sur la moralisation de la vie publique et la justice redistributive.

Enfin, le texte de François Kabuya Kalala clôt la revue, dans sa (première) partie normative. Dans un texte-plai-

doyer, l'économiste prône «le maintien de la lutte contre l'inflation même en cas de stratégie anticrise». Pour Kabuya Kalala, en ces temps de crise, les pays africains devraient mener des politiques plus expansionnistes, même si leurs marges de manœuvre sont étriquées !

Cinq textes signés par des personnalités – issues de diverses sphères politiques, intellectuelles et idéologiques – viennent compléter les analyses précitées: Obiageli Ezekwesili, vice-présidente de la Banque mondiale pour la région Afrique ; Dominique Strauss-Kahn, directeur général du Fonds monétaire international ; Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge ; Ignacio Ramonet, professeur de communication (Paris 7), ancien directeur du *Monde diplomatique* ; Robert Estivals, professeur émérite à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3 (France) et professeur *Honoris Causa*. Par leurs ouvertures, ces «textes complémentaires» enrichissent, par leur originalité, nos propres analyses et participent, de fait, à l'esprit d'ouverture au monde, à la base de la création de *Dounia* – «univers», en langue swahili. ¶

